



Crise des vocations : "Il est urgent de redonner à l'école le sérieux et le respect qu'elle mérite"

Alors que l'Éducation nationale est confrontée à une crise de vocations inédite, notre chroniqueuse, Audrey Jougla, professeure de philosophie dans un lycée de Nantes, invite à se pencher sur les raisons profondes de ce désamour pour la profession, au-delà de la question de la rémunération, et à se poser la question du sens même de ce métier. C'est une inquiétude pour l'État comme pour les parents. Avec 329 000 départs en retraite d'ici 2030, l'Éducation nationale doit faire face à un double chantier, celui du renouvellement du corps enseignant et de la crise des vocations. Quelles sont les raisons de ce désamour pour le plus beau métier du monde ? Si la question de la rémunération concentre une bonne part de l'attention des médias et des syndicats, elle ne saurait être le seul facteur. Pour cause : ce métier est choisi pour le sens qu'il véhicule, par attrait pour la transmission, par espoir, aussi, d'avoir un impact vertueux sur la jeunesse. Être passionné par ce que l'on enseigne est une condition nécessaire mais pas suffisante pour exercer ce métier.

L'intérêt et le sens profond de la profession n'apparaissent qu'avec la certitude que l'on peut changer quelque chose pour les élèves, qu'il s'agisse d'ouverture culturelle, d'ambition ou de réparation sociale. L'enquête du collectif Nos services publics sur la perte de sens note qu'au sein de l'Éducation nationale 65 % des sondés expliquent l'attrait du métier par l'intérêt de la mission confiée, mais que « 43 % des enseignants déclarent être confrontés très fréquemment à un sentiment d'absurdité, contre 27 % hors Éducation nationale ».

Autorité sapée, manque de soutien de la hiérarchie, nivellement par le bas, intrusion des parents d'élèves, affaiblissement du poids des examens dans le cursus scolaire ou de l'avis du conseil de classe, génèrent, entre autres, cette crise de l'utilité. L'exemple du bac est symptomatique : jusqu'en 2018, l'examen restait un enjeu scolaire et conditionnait l'orientation, avant d'être remplacé par Parcoursup et le contrôle continu dans ces fonctions. L'impact de l'enseignant n'a plus la même résonance, et son autorité comme son respect se trouvent considérablement affaiblis — quand le métier n'est pas dangereux. Le manque d'exigence à l'école (toutes classes confondues), la dégringolade du niveau des élèves, et l'abus de bienveillance devenu complaisance, ont renforcé ce sentiment d'impuissance, et d'absurdité.

Syndrome de l'imposteur inversé

En conséquence, il n'est pas étonnant que le prestige social attaché à la profession ait pratiquement disparu. Malgré cinq ans d'études, un ou plusieurs concours parfois très sélectifs (entre 7 et 10 % en philosophie), le professorat ne semble plus appartenir aux professions intellectuelles respectées. On est « prof », voilà tout. Le recours massif aux contractuels (+ 40 % entre 2012 et 2021), le « job dating » menée à la va-vite en 2022 dans certaines académies, ont accentué ce sentiment de déclassement. Ainsi, au manque de respect venant des élèves ou leurs parents, s'ajoute un manque de reconnaissance de la part de la société.

« Plus d'un étudiant sur deux qui prépare les concours ou envisage d'embrasser la carrière évoque les conditions de travail difficiles et le manque de reconnaissance comme éléments pesant sur leurs perspectives, et considère que le métier n'est pas prestigieux », résume le rapport sur l'éducation du collectif Nos services publics (2023). C'est un syndrome de l'imposteur inversé : la légitimité existe mais n'est plus reconnue,



plus valorisée. Comment s'étonner qu'en quelques années, le métier ne fasse plus rêver ?

Décalage avec l'époque

À ces raisons s'ajoutent des points noirs en décalage avec ce que cherchent les jeunes diplômés. Les week-ends et les vacances scolaires sont remplis de copies et de cours à préparer, et il est impossible de « poser un jour de congé ». La rigidité de l'affectation, aléatoire et pénible à modifier, dissuade aussi plus d'un candidat.

Enfin, les réformes incessantes, la multiplication des tâches administratives ou du reporting, autrement dit le mille-feuille d'ordres et de contre-ordres, de nouveautés issues de décisions politiques à court terme, finissent par exaspérer les plus motivés. Cantonner la crise de la vocation à la rémunération ou au niveau d'études, revient à manquer l'essentiel du problème : il est urgent de redonner à l'école le sérieux et le respect qu'elle mérite. Abaisser le niveau de recrutement n'est donc peut-être pas la réponse la plus appropriée.

